décrets et arrêtés

PREMIER MINISTERE

Décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996, portant création des unités de gestion par objectifs.

Le Président de la République,

Sur proposition du premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article. premier - les ministères peuvent instituer des unités de gestion par objectifs en vue de la réalisation de projets déterminés.

Chaque unité de gestion par objectif est créée par décret sur proposition du ministre concerné et après avis du ministre des finances.

Art. 2 - Le décret instituant l'unité de gestion par objectifs fixe notamment :

- le projet à réaliser
- les objectifs à atteindre
- les délais de la réalisation et ses étapes
- les critères d'évaluation des résultats du projet
- les emplois fonctionnels de l'unité à créer.

Art. 3 - Une commission créée au sein du ministère concerné est chargée d'examiner toutes les questions relatives au suivi et à l'évaluation des missions confiées aux unités de gestion par objectifs.

Art. 4 - La commission prévue à l'article 3 du présent décret est présidée par le ministre concerné ou son représentant. Elle est composée de membres désignés par arrêté du premier ministre.

Art. 5 - Le ministre concerné soumet un rapport annuel au premier ministre sur l'activité des unités de gestion par objectifs relevant de son autorité, notamment en ce qui concerne les ressources utilisées et les résultats réalisés par rapport aux objectifs fixés.

Art. 6 - Toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 7 - Le premier ministre, le ministre d'Etat, les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 juillet 1996.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Décret n° 96-1237 du 6 juillet 1996, portant création d'un conseil national et de commissions régionales et locales de lutte contre l'analphabétisme.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des affaires sociales,

Vu le décret n° 75-775 du 30 octobre 1975, fixant les attributions du ministère des affaires sociales,

Vu le décret n° 96-269 du 14 février 1996, portant organisation du ministère des affaires sociales,

Vu le décret n° 93-1906 du 13 septembre 1993, portant création d'une commission nationale et de commissions régionales de lutte contre l'analphabétisme,

Vu l'avis des ministres de la défense nationale, de l'intérieur, de l'éducation, de la culture, des finances, du développement économique et de l'enseignement supérieur,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Il est créé un conseil national de lutte contre l'analphabétisme chargé notamment :

- d'évaluer les capacités humaines et les moyens matériels disponibles auprès des divers ministères et organismes qui participent à la lutte contre l'analphabétisme,
- de proposer les plans et les programmes susceptibles de réaliser les objectifs de la politique nationale dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme,
- d'évaluer, de promouvoir et d'approuver les programmes de lutte contre l'analphabétisme de toutes les parties concernées et d'en assurer la coordination,
- de suivre l'exécution des plans retenus et d'assurer l'évaluation des activités déployées dans ce domaine,
- d'étudier les méthodes susceptibles d'assurer la coordination des efforts déployés et l'exploitation des moyens humains et matériels disponibles auprès des différents ministères et organismes, et ce en vue de la réalisation des plans de lutte contre l'analphabétisme,
- de donner son avis sur les projets de conventions de coopération internationale dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme,
- d'examiner toute autre question ayant trait à l'analphabétisme.

Art. 2 - Le conseil national de lutte contre l'analphabétisme est présidé par le ministre des affaires sociales ou son représentant. Il est composé :

- d'un représentant du Premier ministre
- d'un représentant du ministère de la défense nationale
- d'un représentant du ministère de l'intérieur
- d'un représentant du ministère des affaires religieuses
- d'un représentant du ministère de la jeunesse et de l'enfance